

Débat sur l'indépendance chez la gauche Solidaire

Cachez ce plein emploi écologique que nous ne voulons pas voir

Le dernier numéro des Nouveaux cahiers du socialisme a publié un compte-rendu critique de Pierre Beaudet, reproduit ailleurs¹, du débat sur l'indépendance organisé par le Réseau écosocialiste. Y prenait part une soixantaine de personnes. Les panélistes étaient Alain Savard (Lutte commune), Sibel Ataogul (Association des juristes progressistes), Céline Hequet (Ricochet) et André Frappier (Québec solidaire). Si l'auteur traite de « la question de la question », cet article est la critique de la critique.

Un état des lieux révélant un retour en arrière socio-économique et linguistique...

« Si, comme le dit l'auteur, *grosso modo*, nous ne sommes plus les “nègres blancs des Amériques”, [grâce aux] *luttés sociales et nationales* [qui] *ont arraché des acquis* », il n'en reste pas moins que la présente dynamique socio-économique et linguistique québécoise témoigne d'un retour en arrière. Si on prend le PIB par ménage comme un indicateur synthétique socio-économique, celui-ci, après avoir été au milieu du peloton des provinces canadiennes encore en 2007, est dorénavant relégué à la queue². Et ce malgré un recul marqué de la population québécoise par rapport à celle canadienne³ dû à un solde migratoire inter-provincial constamment négatif (2.2), à une part relativement moindre pour l'immigration internationale (2.1) et, pour les trois dernières années disposant de statistiques, à un taux naissance plus bas que pour le reste du Canada (1.6).

Quant à la force relative du français au Québec, l'analyste Charles Castonguay a démontré que les manipulations de Statistique Canada en masquent l'affaiblissement⁴ suite au charcutage de la loi 101 par la Cour suprême et à l'hégémonie néolibérale de l'anglais. Si on peut conclure à un relatif *jovialiste* état des lieux en comparant deux clichés historiques, la prise en compte des récentes tendances coupe court à toute célébration.

... et une impasse politique y compris à gauche

La débâcle néolibérale, dont le PQ a été le porteur au sein du camp souverainiste, avait presque emporté les acquis de la soudure entre libération nationale et émancipation sociale découlant du soulèvement quasi permanent de l'étape prolétarienne de la « révolution tranquille » dont la grève générale pré-révolutionnaire de 1972 fut le point d'orgue⁵. Il a fallu la transformation du petit NPD-Québec fédéraliste en Parti de la démocratie socialiste (PDS) indépendantiste au début des années 1990 pour amorcer le chantier de la reconstruction de cette soudure. Sa solidité se concentrait en la revendication-clef du moratoire sur le remboursement de la dette publique au cœur du débat socio-économique de l'époque finalement gagné par le PQ au Sommet économique et social de 1996⁶, le

1 Pierre Beaudet, [La question de la question \(nationale\)](#), ESSF, 4/03/18

2 Institut de la statistique du Québec et Secrétariat du Québec aux relations canadiennes (SQRC), [Tableau statistique canadien](#), février 2018, Tableau 5.2. Les références suivantes seront données dans le texte par le numéro de tableau entre parenthèses.

3 Alexandre Shields, Le Québec pèse moins lourd au Canada, Le Devoir, 9/02/17 : « *La population du Québec représente aujourd'hui 23,2 % de l'ensemble canadien, contre 28,9 % en 1966. La croissance démographique du Québec est constamment moins élevée que celle de l'ensemble du Canada depuis 40 ans.* »

4 Charles Castonguay, [Statistique Canada maquille le déclin du français](#), L'Aut'Journal, 5/09/17.

5 Voir le paragraphe « L'historique signification québécoise de « grève sociale » : 1972, 2003 et 2012 » dans Marc Bonhomme, [Québec : Leçons d'hier, impératif d'aujourd'hui – Une grève sociale pour briser l'austérité permanente](#), ESSF, 3/08/14

6 Karl Rettino-Parazelli, [Vingt ans plus tard, le Québec est toujours en quête du déficit zéro](#), Le Devoir, 24/11/15

Canossa du mouvement syndical et populaire. Cette défaite stratégique, un an après la défaite référendaire crève-cœur de 1995, creuse la tombe de la lutte indépendantiste jusqu'à ce jour.

Pendant que le PQ remplaçait l'indépendantisme par la « bonne gouvernance » du Québec fédéral, les partis successeurs du PDS le réduisirent au moyen dispensable d'un projet de société que Québec solidaire ne cesse de diluer dans le social-libéralisme électoraliste de plus en plus éloigné de son programme et même de sa plate-forme⁷. Pour que ça soit clair, le nouveau porte-parole et député de Gouin renie la radicalité du porte-parole homme qu'il était lors du Printemps érable de 2012⁸. En diapason, dans un contexte de recul de la riposte, non sans spasmes altermondialiste en 2000-2001 puis étudiant entraînant les autres en 2012, l'ardeur indépendantiste de la nouvelle génération tiédit⁹ au prorata de leur altermondialisme progressiste ou même de leur cosmopolitisme néolibéral. Elle se refroidit d'autant plus que du nationalisme de l'opprimée émane une odeur de roussi identitaire, larvé au PQ, évidente à la CAQ, honteuse au PLQ et pas toujours absente chez les Solidaires dont la position sur le voile reste alambiquée¹⁰. La jeunesse progressiste, comme Diogène cherchant l'homme, est à l'affût d'un concret indépendantisme internationaliste capable de damer le pion autant à celui identitaire qu'au fédéralisme.

La jeunesse décroche d'un indépendantisme se ratatinant sur l'identitaire

Il ne faut pas alors se surprendre que les deux plus jeunes panélistes du quatuor aient rejeté la stratégie indépendantiste. L'une, niant le noyau dur de l'histoire de l'État canadien¹¹, suggère l'inexistence de la nation québécoise comme si elle la reléguait à une notion imaginaire à la Benedict Anderson¹² laquelle ne peut engendrer que le nationalisme ethnique. L'autre, dans un esprit typiquement post-moderne confondant nations et provinces, clame le cul-de-sac capitaliste de toute stratégie indépendantiste qui serait diviseuse d'un prolétariat multi-ethnique, honnie par la jeunesse rendue ailleurs et ne pouvant changer la réalité étant donné des frontières devenues très poreuses.

Ce rejet de l'indépendantisme par la jeunesse québécoise devient une impasse que si elle n'est pas surmontée signifierait la fin d'une époque née dans le tumulte des années soixante sans qu'aucune autre alternative stratégique ne s'annonce à l'horizon. Ce qui plongerait le peuple québécois dans la noirceur pétrolière canadienne aux dépens des prolétariats non seulement québécois mais aussi canadien pour

7 Voir sur mon site : [Les fruits amers de la fusion de Québec solidaire avec Option nationale – Abandon du programme, dérive centriste et pure machine électoral](#), 4-16/03/18

8 Martin Forgues, [Un an en politique – Le bilan de Gabriel Nadeau-Dubois](#), Ricochet, 9/03/18 : « “J’ai de grandes ambitions, j’ai de grandes idées, mais ma pensée politique reste profondément pragmatique. Mais c’est évident que mon ton a changé, que j’ai beaucoup changé au fil des années — heureusement!” »

9 Claire Durand, [Les jeunes décrochent de la souveraineté](#), La Presse, 19/03/14 : « *En conclusion, l'appui à la souveraineté est en ce moment moins élevé qu'à l'aube des référendums de 1980 et 1995. La différence majeure vient du fait que la souveraineté n'est plus portée par les jeunes ou les plus scolarisés.* »

10 Benoît Renaud, [Débat sur le projet de loi 62 : Vers une laïcité égalitaire](#), Presse-voix-gauche, 29/08/17 : « *La reprise de ce débat donne aussi l'occasion à l'aile parlementaire de QS de cesser de défendre une position qui n'a jamais été endossée par un congrès ou un conseil national, soit l'interdiction de tout « signe religieux » pour une série de professions exerçant une « autorité coercitive ». Cette recommandation du rapport Bouchard-Taylor n'avait pas même été incluse dans le débat mené à QS en 2009 sur la question. C'est à l'automne 2013, en plein débat sur le projet de Charte des valeurs, que Françoise David a déposé un projet de loi qui se voulait un compromis historique, incluant cette liste de prohibitions.* »

11 Voir le paragraphe « La centralité stratégique de la question nationale québécoise au Canada » dans [Perspective québécoise : nation et impérialisme néolibéral](#), ESSF, 12/09/04

12 Étant donné que l'anglais est la langue nationale de jure et de facto de tellement d'États dont les plus puissants, sans compter qu'elle est la lingua franca du cosmopolitisme néolibéral, il est très difficile pour un anglophone, dont la grande majorité est unilingue, de prendre au sérieux les nations sans État.

qui souvent les luttes sociales québécoises, comme le récent Printemps érable, sont exemplaires justement à cause de la symbiose entre libération nationale et émancipation sociale.

Les vieux refrains, tout en restant nécessaires, ne suffisent plus

On ne peut se contenter de rétorquer à la jeunesse progressiste les vieux refrains de la gauche indépendantiste comme l'ont fait les deux autres panélistes, en particulier le responsable Solidaire des communications et co-dirigeant du site web Presse-toi-à-gauche. Il faut certes rappeler que l'État canadien s'est formé comme creuset inachevé d'une nouvelle nation anglophone aux dépens de peuples conquis — aborigènes, acadien et québécois¹³ — jusqu'au tournant du vingtième siècle. Qu'elle tente toujours de les assimiler territorialement comme linguistiquement par d'autres moyens n'excluant pas la répression par l'armée comme en octobre 1970 au Québec et à Oka-Kanehsatake en 1990. On doit aussi étudier les acquis et erreurs des grandes luttes nationales de la rébellion de 1837-38 jusqu'à la méconnue mobilisation de classe expliquant la remontée du 'oui' jusqu'à la presque victoire en 1995.

Est bien sûr à rappeler que la lutte contre l'oppression nationale est une composante de l'unité prolétarienne démocratiquement construite laquelle implique la lutte conséquente, sans réserve et sans tarder, contre toutes les oppressions. Que, à contrario, le nationalisme même indépendantiste tend à soumettre le prolétariat à l'hégémonie (petite-)bourgeoisie dont le nationalisme au Québec est mou et donc porté sur l'autonomisme à la Duplessis. Ce à quoi répond, par effet de miroir, un chauvin bloc interclasse de la nation dominante ce qui est la source du *Quebec bashing* et surtout de la non-reconnaissance de la nation québécoise par la Constitution canadienne de 1982 qu'aucun gouvernement du Québec n'a entérinée depuis lors. On aura beau démontrer à coups de citations de Lénine qu'unité prolétarienne et qu'auto-détermination se renforcent réciproquement et que l'option de l'indépendance dépend de l'intérêt fondamental du prolétariat, il n'en reste pas moins qu'il faut démontrer la pertinence d'un indépendantisme internationaliste, de préciser son projet de société, sa stratégie.

Un faux débat faussement résolu par un retour annoncé à l'alliance nationaliste

Québec solidaire répond par la Constituante qui ne pourrait faire autrement qu'être de facto indépendantiste si elle s'enracinait dans la lutte sociale dont l'ampleur devrait atteindre et dépasser le niveau pré-révolutionnaire de 1972. Comment alors expliquer le débat entre Constituante « ouverte » ou « fermée », c'est-à-dire restreinte à la seule option indépendantiste, qui a déchiré la militance Solidaire jusqu'à ce que l'option fermée, à l'encontre de la décision du congrès de révision du programme de 2016, soit incluse dans l'accord global de fusion avec Option nationale sans être spécifiquement rediscutée ? Ce faux débat démontre à quel point la stratégie Solidaire est hors sol, confinée aux seules institutions¹⁴, et devant être l'aboutissement d'un triple processus électoral (gouvernement Solidaire, Assemblée constituante, référendum) sans lien autre qu'accidentel ou manipulateur avec les luttes sociales. Il a fallu finalement contourner la difficulté en ayant recours à l'accord de fusion avec Option nationale pour mettre fin à la discussion sans qu'elle ne soit réglée quant au fond.

13 La nation terre-neuvienne de langue anglaise à saveur particulière et à culture propre fut manœuvrée par deux référendum successifs en 1948 afin d'adhérer au Canada par la peau des dents (52% pour-48% contre).

14 Martin Forgues, [Un an en politique – Le bilan de Gabriel Nadeau-Dubois](#), Ricochet, 9/03/18 : « “Ce que nous voulons, nous, les indépendantistes de gauche, c'est de rénover complètement l'édifice institutionnel, avec une nouvelle base constitutionnelle sur laquelle construire le Québec”, dit Nadeau-Dubois évoquant la proposition historique d'assemblée constituante. »

Cet accord de fusion tant célébré est toutefois électoraliste malgré le score électoral marginal de cet ex petit parti de *purzédurs* indépendantistes. Il vise à redorer le blason de l'indépendantisme de Québec solidaire, mise en doute de par sa subordination de la question nationale à la question sociale, auprès de l'électorat péquiste sans qu'il ne soit nécessaire d'ouvrir le débat du projet de société et de la stratégie. Au contraire, une autre clause de l'accord de fusion pave la voie à la conception droitière d'un Québec indépendant extractiviste insérée dans le marché global¹⁵, cul-de-sac plus que démontré par l'échec parfois dramatique du *néo-développementalisme* andin.

L'accord de fusion est jugé tellement électoralement efficace qu'il dispense désormais la direction du parti de critiquer le PQ, ce qui permet de ne pas mettre en évidence le caractère PQ+ de la politique réellement existante de sa campagne pré-électorale¹⁶. En agissant de la sorte, malgré trois votes de congrès en sens contraire, cette direction prépare le terrain à une nouvelle tentative d'alliance souverainiste, probablement après les prochaines élections du premier octobre prochain mais peut-être avant, sur la base d'un meilleur rapport de forces espéré¹⁷. Une nouvelle tentative du OUI-Québec pourrait en être le cadre¹⁸ d'autant plus qu'une clause de l'accord de fusion affirme que « *le parti unifié poursuivra sa participation aux OUI-Québec lors de la reprise des travaux* ».

Un concret indépendantisme internationaliste accueilli comme un chien dans un jeu de quille

Québec solidaire est très loin de l'articulation d'un projet de société à la hauteur d'un indépendantisme internationaliste et d'une stratégie concomitante. Et sa direction n'en veut pas même s'il en existe une sonnante et trébuchante dont l'orientation générale a été votée en bonne et due forme lors du congrès de révision du programme du printemps 2016 :

Préconiser, d'ici 2050, une économie décarbonisée, c'est-à-dire de réduire de 95 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) en dessous du niveau de 1990, notamment en appliquant un plan de transition énergétique visant l'élimination des hydrocarbures dans la production et la consommation d'énergie et une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole d'ici le milieu du siècle. Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990. [...] S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif. Rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.). S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres. [Je souligne]

La direction du parti rejette les résultats de ce congrès en commençant par la Constituante « ouverte » que le congrès suivant de 2017 a renversé par le subterfuge du vote de fusion avec Option nationale.

15 Voir sur mon site web « [La fusion de Québec solidaire avec Option nationale vers un virage à droite – Le livre qui fait dire oui à un Québec concurrentiel sur le marché global](#) », 26/11/17.

16 Martin Forgues, [Un an en politique – Le bilan de Gabriel Nadeau-Dubois](#), Ricochet, 9/03/18 : « “Le PQ reste capable de contributions importantes. J'ai moi-même mené des combats aux côtés d'Alexandre Cloutier et de Véronique Hivon”, dit celui qui trouve par ailleurs agaçant le fait que les députés de QS soient constamment interpellés (sic) au sujet du PQ. »

17 [Sondage Léger pour LCN](#), 10/04/18, en particulier le graphique « Évolution des intentions de vote au Québec » : Depuis janvier, pour un troisième sondage consécutif, on note que la poussée de popularité due à l'arrivée de Gabriel Nadeau-Dubois a complètement disparu et que jusqu'ici la pré-campagne électorale de type parti-mouvement (rassemblement, pétitions et même une manifestation) est sans effet.

18 Pierre Dubuc, [L'indépendance : Et si on changeait de stratégie...](#), L'Aut' Journal, 22/03/18; « *Les OUI-Québec et les partis indépendantistes (PQ, QS, ON, BQ) avaient déterminé, en table de concertation, les futures étapes de cette nouvelle stratégie pour atteindre l'indépendance. Les congrès des partis politiques n'ont pas été saisis de cette proposition. Il faudra bien un jour ou l'autre mener à terme ces travaux pour aboutir à une “feuille de route commune pour les indépendantistes”* » [Claudette Carbonneau, présidente du OUI-Québec].

Ensuite, elle est mal à l'aise avec l'horizon de « *la socialisation des activités économiques* » et non pas seulement de « *certaines* » d'entre elles comme l'a laissé voir le nouveau candidat-vedette Solidaire de Rosemont au sujet de la nationalisation des minières telle que stipulée dans la plateforme¹⁹. Et surtout elle récuse la cible anti-GES pour 2030 et le rejet du marché ou taxe carbone considérés « irréalistes » d'où leur suppression de la plateforme 2018 de sorte que la politique des cibles Solidaire se situe à droite de celle des Libéraux.

Pourtant cette orientation radicale conforme aux cibles de température de l'Accord de Paris est faisable techniquement, financièrement et politiquement²⁰ en autant qu'on l'adosse à un plan d'action à l'avenant, de plein emploi écologique, reposant sur une mise au pas de l'économie de marché, ce que le patronat canadien n'a pas hésité à faire en 1939 pour des fins guerrières. On comprend alors qu'une clause de l'accord de fusion avec Option nationale stipule que le prochain congrès post-électoral, aussi tôt qu'en décembre 2018, portera sur « *la révision de l'ensemble du programme notamment (mais non exclusivement) dans une optique d'arrimage avec le programme d'ON.* »

Un réseau dit écosocialiste, chien de garde de la direction du parti, ignore l'enjeu écologique

C'est cette orientation plein emploi écologique qui n'a pas trouvé preneur à ce débat organisé par le Réseau écosocialiste. Le paradoxe est de taille : des panélistes dit écosocialistes n'arriment pas la thématique écologie à la thématique indépendance. Est-ce si malin de réaliser que le plein emploi écologique nécessite l'indépendance pour sortir du carcan du Canada pétrolier, pour détenir les pouvoirs constitutionnels afin de le mettre en œuvre et surtout pour se débarrasser de l'humiliant et paralysant fardeau du *Quebec bashing* : les pouvoirs pour contrôler la Finance et les changes grâce à une monnaie nationale, ceux pour que le Québec ne devienne pas une passoire pétrolière et gazière et pour qu'il se sorte d'accords de libre-échange masquant la dictature des transnationales acquis au bon marché des hydrocarbures.

Ce point aveugle témoigne qu'il y a un éléphant dans la pièce : occuper la position aile gauche Solidaire afin de protéger la direction du parti pour qu'elle découple sans être contestée la substantifique et radicale moelle écologique du programme de sa politique réellement existante d'adaptation au capitalisme vert²¹. L'opération diversion du Réseau dit écosocialiste se poursuivra d'ailleurs jusqu'au déclenchement officiel de la campagne électorale par l'organisation d'activités et de débats ignorant l'enjeu écologique²². En attendant, un comité d'experts cher payé est à concocter un plan « réaliste » de sortie du pétrole sous la supervision d'un comité restreint hors statuts a tenu la militance dans le noir y compris le comité thématique sur l'environnement et l'énergie et le nouveau réseau militant écologiste. *The tail wags the dog*, c'est la démocratie à l'envers.

Marc Bonhomme, 13 avril 2018,
www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

19 Michel David, [L'indigné](#), Le Devoir, 4/04/18 : « [Vincent Marissal] s'est bien gardé de faire une profession de foi dans le programme économique de QS, notamment quand il y est question de nationalisations. "Est-ce qu'on peut au moins débattre de ces choses ?" a-t-il simplement demandé. »

20 Marc Bonhomme, [La réduction des gaz à effet de serre \(GES\) des deux tiers d'ici 2030 au Québec est faisable techniquement, financièrement et politiquement](#), Presse-toi-à-gauche, 20/02/18

21 Voir sur mon blogue « [La cible GES 2030 au menu du Conseil national de Québec solidaire de mai – Petit coup d'état en préparation pour passer à la droite des Libéraux](#) », 8/04/18 : La direction propose d'abandonner la cible GES 2030 pour une cible inconnue à déterminer plus tard par elle-même et d'accepter temporairement les marché et taxe carbone.

22 Réseau écosocialiste, [Formations et rencontres du Réseau écosocialiste en mars, avril et mai 2018](#), Presse-toi-à-gauche, 3/04/18